

Suppressions de postes, réorganisations erratiques : dénaturation des missions et du travail !

De la Stratégie Ministérielle de Réforme en 2003 à la Révision Générale des Politiques Publiques en 2007, si leurs finalités sur la nature de l'Etat et de sa Fonction publique peuvent être considérées comme différentes, il y a une permanence : c'est l'idée que les effectifs sont trop importants, que les dépenses de personnels sont trop dispendieuses, que les mérites individuels sont insuffisamment reconnus, qu'il est urgent de « moderniser »¹.

Les services académiques, première cible, et porte d'entrée !

Depuis 2004, il n'y a pas eu une seule loi de Finances qui n'ait pas programmé chaque année la suppression de centaines de postes dans les services académiques.

Pour « absorber » ses suppressions de postes, les services académiques se sont vus réorganisés, mutualisés, non pas dans le souci premier d'améliorer les conditions de travail ou la qualité de service, mais en fonction du nombre de postes qui pouvaient être « rendus » au ministère. Et les Inspections académiques en ont été les premières victimes.

Les conséquences sont doubles : d'une part, un mouvement d'éloignement du service public de l'usager, conséquence du mouvement de concentration ; et d'autre part, des services de proximité (dans les EPLE par exemple) qui se voient confier nombre de tâches, auparavant prises en charge au niveau des services départementaux.

A la critique de l'accroissement de la distance entre l'usager et le service public, s'il est rétorqué par les tenants de cette prétendue « modernisation » qu'avec les nouvelles technologies celle-ci est en réalité très théorique, il est aussi avancé que cela permet une harmonisation des pratiques, des traitements... Cela est sans doute un effet, mais nullement la motivation. Si tel était le cas, comment comprendre que cette question ne soit posée d'emblée, et indépendamment d'une problématique de suppression de postes. D'autant que ce type de question n'est jamais abordé préalablement. N'en déplaise aux représentants de l'administration habitués aux pirouettes qui ne convainquent personne dans les CTP qui débattent de ces réorganisations, la réalité est que le poids cumulé des suppressions de postes des sept dernières années aboutissent à menacer des missions dans leurs conditions de mise en oeuvre.

Les agents, leur sens du service public au péril de l'accroissement de la souffrance au travail et de l'individualisation

Nombreux sont les représentants des personnels à s'être faits taxer d'exagération, si ce n'est railler quand les représentants de l'administration prenaient fait et cause pour le dogme néo-libéral, dès lors qu'ils dénonçaient les effets en terme de souffrance pour les personnels, de tension permanente, désorganisation du travail, et même de perte du sens de ce dernier.

En juillet dernier, un rapport de l'IGAENR dressa un constat corroborant ce que de nombreux syndicalistes dénonçaient d'abord comme risque, puis comme conséquence. La réalité est plus difficile à nier pour ceux chargés d'appliquer la politique du gouvernement, de faire le sale boulot.

Il y a toutefois un enjeu : porter le fer sur le fond. Partir des conséquences est évidemment possible, même nécessaire, mais pour répondre à la profondeur, à la violence, à la cohérence des attaques portées contre les personnels et la Fonction publique, les dénoncer ne suffit pas.

Beaucoup de collègues sont en situation de souffrance au travail. Les causes peuvent en être multiples, évidemment. Mais il en est une qui est très répandue : c'est l'individualisation, non seulement des carrières, mais du rapport au travail, en tant que le collectif n'est pas discuté, encore moins valorisé. Chacun et chacune devient donc unique responsable des missions qui lui sont confiées. Et dès lors que les conditions de leur réalisation de ne sont pas réunies, ou difficilement, et que l'agent en reste autant individuellement responsable, *il ne peut qu'en souffrir*.

Cette souffrance se nourrit autant qu'elle nourrit la tension qui règne dans les services et au coeur de l'activité de travail. Cette tension a cependant d'autres raisons, qui tiennent à l'instabilité de l'organisation des services, et au manque de personnel, spécialement dans les services touchés par les mutualisations/réorganisations croqueuses de postes... Elle provient aussi des rapports de plus en plus conflictuels avec les usagers.

Tout cela aboutit à une contradiction qui touche à la culture professionnelle de l'écrasante majorité des collègues : les réorganisations, conjuguées au « nouveau management public », relèvent du mélange explosif d'un apprenti sorcier, parce que les pertes de repères, la dégradation de la qualité du service public et des conditions de travail, la souffrance et la tension vécue au quotidien, l'absence d'encouragement, sinon la dénégation, des dynamiques collectives risquent bien d'éroder cela même qui est le véritable moteur : le sens du service public.

Bruno Leveder

¹« Société de communication » oblige, le portail internet gouvernementale destinée à faire la publicité de ces politiques est accessible via le nom de domaine www.modernisation.gouv.fr.

